



RCS : PAU

Code greffe : 6403

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PAU atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 00392

Numéro SIREN : 491 529 855

Nom ou dénomination : A LIENOR

Ce dépôt a été enregistré le 28/08/2017 sous le numéro de dépôt 6076

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE PAU

RECEPISSE DE DÉPOT

B.P. 90338 - 64000 PAU
Serveur vocal : 0 899 70 22 22
Internet : www.infogreffe.fr
Site : www.greffe-tc-pau.fr

A'LIENOR
4 rue Johannes Kepler
Immeuble Europa Premium
64000 Pau

V/REF :
N/REF : 2007 B 392 / 2017-B-6076

Le greffier du tribunal de commerce de Pau certifie qu'il a reçu le 26/07/2017,

les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le 31/12/2016.

Concernant la société

A'LIENOR
Société par actions simplifiée
4 rue Johannes Kepler
Immeuble Europa Premium
64000 Pau

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2017-B-6076 le 28/08/2017

R.C.S. PAU 491 529 855 (2007 B 392)

Fait à PAU le 28/08/2017,
LA GREFFIERE,



Le 26 JUIL. 2017

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PAU

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 457 195	570 089	887 105	982 955
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	93 000	28 104	64 896	69 546
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	1 191 640 436	73 987 006	1 117 653 429	1 129 682 335
Immobilisations en cours	352 860		352 860	336 581
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	97 651		97 651	97 650
ACTIF IMMOBILISE	1 193 641 141	74 585 199	1 119 055 942	1 131 169 069
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	3 760 371		3 760 371	3 481 294
Autres créances	2 574 640		2 574 640	2 911 395
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	46 676 684		46 676 684	47 384 774
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 530 042		1 530 042	1 508 539
ACTIF CIRCULANT	54 541 736		54 541 736	55 286 004
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 248 182 878	74 585 199	1 173 597 678	1 186 455 073

6076

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Capital social ou individuel (dont versé : 275 632 000)	275 632 000	275 632 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-125 518 351	-126 844 526
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	8 821 590	1 326 175
Acomptes sur dividendes		
Subventions d'investissement	88 553 908	89 072 170
Provisions réglementées	53 528 672	53 841 949
CAPITAUX PROPRES	301 017 820	293 027 769
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	106 225	35 882
Provisions pour charges		
PROVISIONS	106 225	35 882
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	861 798 892	882 925 615
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	114 110	108 590
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 716 688	3 283 815
Dettes fiscales et sociales	3 387 134	2 227 061
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 619 816	4 000 994
Autres dettes	836 993	845 345
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	872 473 634	893 391 421
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 173 597 678	1 186 455 073

Rubriques	France	Exportation	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	56 198 690		56 198 690	53 589 408
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	56 198 690		56 198 690	53 589 408
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 800 329	100 088
Autres produits			1 413	896
PRODUITS D'EXPLOITATION			58 000 432	53 690 393
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			14 217 392	15 079 653
Impôts, taxes et versements assimilés			4 380 470	4 011 969
Salaires et traitements			131 747	130 726
Charges sociales			69 540	71 253
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			13 765 008	13 229 803
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			343	35 000
Autres charges			53 803	48 310
CHARGES D'EXPLOITATION			32 618 303	32 606 716
RESULTAT D'EXPLOITATION			25 382 128	21 083 676
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			8 555	46 576
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				-41
PRODUITS FINANCIERS			8 555	46 535
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			15 601 669	20 158 074
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			15 601 669	20 158 074
RESULTAT FINANCIER			-15 593 114	-20 111 539
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			9 789 014	972 137

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	195 929	148 303
Produits exceptionnels sur opérations en capital	518 739	472 956
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	714 668	621 259
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	239 564	225 950
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	70 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	309 564	225 950
RESULTAT EXCEPTIONNEL	405 105	395 309
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 372 529	41 272
TOTAL DES PRODUITS	58 723 655	54 358 188
TOTAL DES CHARGES	49 902 065	53 032 012
BENEFICE OU PERTE	8 821 590	1 326 175

Annexes

La société A'LIENOR a été constituée sous la forme d'une SAS le 1er août 2006, avec un capital de 40.000 euros.

Après plusieurs opérations d'augmentation de capital, son capital social s'établit désormais à 275.632.000 €uros.

Elle a pour objet, en France, la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon - Pau de l'autoroute A65.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

1 - Contrôle Fiscal d'A'LIENOR

Suite à un contrôle fiscal sur les exercices 2010 à 2014, une notification de redressement a été adressée à la société A'LIENOR.

La notification portait sur la nature des biens renouvelables ou non et leur durée d'amortissement pratiquée par A'LIENOR.

La rectification des immobilisations et de leurs amortissements sur la période de 2010 à 2016 a eu pour effet sur l'exercice de créer un profit de 1.800.329,18 € comptabilisé en reprises sur amortissements en produits d'exploitation.

2 - Interdiction de circulation des Poids Lourds

Les arrêtés d'interdictions de circulation des Poids Lourds de + de 7,5 T prises en mars 2015 par le Département des Landes sur ses routes départementales ont été annulés par le Tribunal Administratif de Pau en novembre 2016.

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du Plan Comptable Général adopté par l'Autorité des Normes Comptables dans son Règlement 2014-03 du 5 juin 2014 (publication au JO le 15 octobre 2014).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Immobilisations

Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation pendant la période de création jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charge. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les immobilisations du domaine concédé s'étend à tous les terrains, les ouvrages et les installations nécessaires à la construction, l'exploitation et à l'entretien de l'autoroute A65.

Les immobilisations non renouvelables font l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

Les immobilisations renouvelables sont amorties selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions Réglementées

Le montant indiqué en provisions réglementées correspond à l'apport en nature réalisé par le concédant, l'Etat, relatif à la livraison du tronçon d'autoroute Aire sur Adour Nord à Aire sur Adour Sud.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions ont été constituées, utilisées ou reprises conformément à leur objet et à la législation en vigueur.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective des Sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Créances et Dettes

La ventilation de la dette financière par échéance est basée sur l'estimation de la capacité de remboursement de la société aux dates d'échéance prévues au contrat et est corroborée par les remboursements effectués au cours des exercices précédents.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 457 194		1
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 457 194		1
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	93 000		
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	1 191 427 933		148 550
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	63 952		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	336 581		164 829
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 191 921 467		313 379
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	97 650		1
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	97 650		1
TOTAL GENERAL	1 193 476 312		313 380

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			1 457 195	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 457 195	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			93 000	
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			1 191 576 483	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			63 952	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	148 550		352 860	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	148 550		1 192 086 296	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			97 651	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			97 651	
TOTAL GENERAL	148 550		1 193 641 141	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	474 239		95 850		570 089
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	474 239		95 850		570 089
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	23 453		4 651		28 104
Constructions installations générales, agenc., aménag.					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agenc. et aménag. divers	61 751 297		13 973 564	1 800 328	73 924 532
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	58 252		4 222		62 474
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	61 833 004		13 982 437	1 800 328	74 015 110
TOTAL GENERAL	62 307 243		14 078 287	1 800 328	74 585 199

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges						
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	35 882		70 343			106 225
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	35 882		70 343			106 225
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients						
Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS						
TOTAL GENERAL	35 882		70 343			106 225
Dotations et reprises d'exploitation			343			
Dotations et reprises financières						
Dotations et reprises exceptionnelles			70 000			
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	97 651		97 651
Clients douteux ou litigieux	2 432	2 432	
Autres créances clients	3 757 938	3 757 938	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	656	656	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	567 850	567 850	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	570 402	570 402	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 435 732	1 435 732	
Charges constatées d'avance	1 530 042	1 530 042	
TOTAL GENERAL	7 962 703	7 865 053	97 651

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	861 798 892	21 401 892	62 496 000	777 901 000
Emprunts et dettes financières divers	114 110			114 110
Fournisseurs et comptes rattachés	2 716 688	2 716 688		
Personnel et comptes rattachés	20 159	20 159		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	35 979	35 979		
Etat : impôt sur les bénéfices	1 323 551	1 323 551		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 970 421	1 970 421		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	37 024	37 024		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 619 816	3 619 816		
Groupe et associés				
Autres dettes	836 993	836 993		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	872 473 634	31 962 524	62 496 000	778 015 110

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice 21 000 000

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

POSTES

Liées

Avec lesquelles la société a un
lien de participation

Participations et autres immobilisations financières

Créances clients et comptes rattachés

Autres créances

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Autres dettes

Produits financiers

Charges financières

Ces informations se rapportent aux opérations réalisées entre sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe Eiffage et consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Il s'agit de transactions conclues à des conditions normales de marché.

Libellé	31/12/2016
CHARGES A PAYER	
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	2 798 892,06
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH	782 061,72
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS	3 561 592,39
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	836 947,92
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	28 980,05
TOTAL CHARGES A PAYER	8 008 474,14

Libellé	31/12/2016
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	1 530 042,41
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 530 042,41

Libellé	31/12/2016
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	3 701 249,54
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	845 758,66
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	4 547 008,20

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	6 890 800			40

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015	%
Produits des péages	55 394 723		55 394 723	52 292 477	5,93 %
Autres produits	803 967		803 967	1 296 932	-38,01 %
TOTAL	56 198 690		56 198 690	53 589 409	4,87 %

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	275 632 000				-126 844 526	1 326 175	142 914 120	293 027 770
Affectation de l'exercice					1 326 175	-1 326 175		
Distribution de l'exercice								
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations						8 821 590	-831 540	7 990 050
Situation clôture de l'exercice	275 632 000				-125 518 351	8 821 590	142 082 581	301 017 820

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges sur sinistres	239 564	
Provision sur contentieux Patrimoine	70 000	

TOTAL	309 564
-------	---------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Indemnités d'assurances perçues sur sinistres	195 929	
Autres produits exceptionnels	477	
Quote part de reprise de la subvention d'investissement	518 263	

TOTAL	714 668
-------	---------

Engagements financiers et autres informations

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	9 789 014	-1 301 591	8 487 423
Résultat exceptionnel	405 105	-70 938	334 167
Participation des salariés			
RESULTAT COMPTABLE	10 194 119	-1 372 529	8 821 590

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	10 175	
Avals et cautions	1 048 255	
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
	dont	Loyers Autres

	Effectifs
Cadres	2
Agent de maîtrise, technicien	2
Ouvriers	
Total	4

**Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE SA - 3 à 7 place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay	SA	392 329 060	65,00 %

AUTRES INFORMATIONS**CICE**

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est présenté en déduction de la charge d'impôt.

L'utilisation du CICE a été effectuée en conformité avec les textes qui le régissent et a pu concerner les investissements, les dépenses de recherche, ainsi que les dépenses liées au développement durable et à la prospection pour de nouveaux marchés et également la reconstitution de la trésorerie.

Continuité d'exploitation

La continuité de l'exploitation est assurée par le maintien du soutien financier de la société mère.

Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

Dépréciation des fonds de commerce

Le test de dépréciation effectué du fonds de commerce n'a pas engendré la nécessité de comptabiliser une dépréciation.

Instruments dérivés et gestion du risque

Informations sur les produits dérivés : Juste valeur

Le financement du projet a été réalisé auprès de contreparties financières.

La société, par ailleurs, a contracté des contrats de swaps afin de couvrir son exposition au risque de variation des taux d'intérêts de ses emprunts.

Ainsi, la société échange des taux variable en taux fixe auprès de ces mêmes contreparties bancaires.

L'objectif poursuivi est de fixer les frais financiers liés au projet.

La juste valeur correspond à la valeur de vente du contrat au 31 décembre 2016. Cette juste valeur est communiquée par la contrepartie bancaire.

Le montant notionnel de ces contrats a été déterminé en conformité avec le plan de financement accordé par le pool bancaire.

Au 31 décembre 2016, les principales caractéristiques des contrats de swap sont les suivantes:

N° de tranche	Notionnel	Juste valeur	Maturité
ING	135 011 250 €	3 844 697 €	26/01/2020
BNP	270 022 500 €	7 783 055 €	26/01/2020
SANTANDER	237 619 800 €	6 812 550 €	26/01/2020
BLB	32 402 700 €	918 132 €	26/01/2020
Total	675 056 250 €	19 358 434 €	

Transactions entre les parties liées

Les transactions entre les parties liées sont soit non significatives, soit conclues à des conditions normales de marché.

Commissaire aux Comptes : honoraires

La société a pris en charge, au titre de l'exercice comptable, un montant de 18.000 euros hors taxes correspondant à des honoraires de commissariat aux comptes de KPMG

Etats financiers, de gestion et autres

Situation de l'actif réalisable et disponible	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit non appelé		
Créances rattachées à participations		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Avances et acomptes versés sur commandes en cours		
Clients et comptes rattachés		
Autres créances		
Capital souscrit, appelé non versé		
SOUS-TOTAL		
Valeurs de placement		
Disponibilités		
TOTAL		

Situation du passif exigible	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL		

Rubriques	Prévisionnel N+1	Réalisé N
Chiffre d'affaires		
Autres produits d'exploitation		
Consommations		
Valeur ajoutée		
Impôts et taxes		
Charges de personnel		
Excédent brut d'exploitation		
Charges calculées (amort., dépré., prov.)		
Autres produits et charges		
Résultat d'exploitation		
Résultat financier		
Résultat courant (avant impôt)		
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés		
Impôt sur les sociétés		
Résultat net		

	N+1 PREVISIONNEL	N REALISE
I. EMPLOIS		
Investissements		
Prêts		
Dividendes versés en cours d'exercice		
Remboursement d'emprunts		
Fusions		
TOTAL	0	0
II. RESSOURCES		
Augmentation des capitaux propres		
Capacité d'autofinancement		
Cessions d'actifs		
Remboursement prêts		
Emprunt		
TOTAL	0	0
III. VARIATION NETTE	0	0

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	37 399 540	34 295 806
+ Transferts de charges d'exploitation		
+ Autres produits d'exploitation	1 413	897
- Autres charges d'exploitation	13 714 089	13 165 078
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun		
+ Produits financiers	8 555	46 535
- Reprises sur dépréciations et provisions financières		
- Charges financières	15 601 669	20 158 074
+ Dot. aux amortis., dépréciations et provisions financières		
+ Produits exceptionnels	714 668	721 260
- Produits des cessions d'éléments actif		
- Subventions d'investissement rapportées au résultat	518 263	472 522
- Reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles		100 000
- Charges exceptionnelles	309 564	260 950
+ Valeur comptable des immobilisations cédées		
+ Dot. aux amortis., dépréciations et provisions exceptionnels	70 000	35 000
- Participation des salariés		
- Impôts sur les bénéfices	1 372 529	41 272
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	6 678 062	901 601
RESULTAT NET COMPTABLE	8 821 590	1 326 175
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	175 064	148 036
- Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 800 329	100 088
- Résultat sur cession des éléments actif		
- Subventions d'investissement rapportées au résultat	518 263	472 522
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	6 678 062	901 601

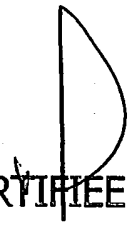
Date d'arrêté	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014		
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	0	0
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	275 632 000	275 632 000	214 000 000	214 000 000	214 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	6 890 800	6 890 800	5 350 000	5 350 000	5 350 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	56 198 690	53 589 408	48 936 283	42 706 615	38 256 192
Résultat avant impôt, participation, dot, amortissements et provisions	22 229 140	14 532 163	-13 132 798	-18 250 829	-23 457 899
Impôts sur les bénéfices	1 372 529	41 272	-13 079		
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	12 035 022	13 164 716	12 744 489	12 377 103	11 652 054
Résultat net	8 821 590	1 326 175	-25 864 208	-30 627 932	-35 109 943
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	3,03	2,1	-2,45	-3,41	-4,38
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	1,28	0,19	-4,83	-5,72	-6,56
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés		5	6	6	6
Masse salariale	131 747	130 726	158 594	254 027	238 010
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	69 540	71 253	100 249	91 730	130 083

A'LIENOR

**4 Rue Johannes Kepler
Immeuble Europa Premium
64000 Pau**

Annexe aux comptes au 31/12/2016




COPIE CERTIFIEE CONFORME

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Informations générales et description de l'activité	8
Faits caractéristiques de l'exercice	9
Règles et méthodes comptables	10
INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	12
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions	15
Créances et dettes	16
Entreprises liées	17
Charges à payer	18
Charges et produits constatés d'avance	19
Produits à recevoir	20
Composition du capital social	21
Ventilation du chiffre d'affaires	22
Variation des capitaux propres	23
Charges et produits exceptionnels	24
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	25
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	26
Engagements hors bilan	27
Effectifs moyens	28
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	29
Autres informations	30

Etats financiers, de gestion et autres

Actif réalisable, passif exigible	33
Compte de résultat prévisionnel	34
Tableau de financement	35
Capacité d'autofinancement	36
Résultat des 5 derniers exercices	37

Comptes annuels

A'LIENOR

SAS au capital de 275.632.000
Immeuble Europa Premium
4 rue Johannes Kepler – 64 000 Pau
RCS PAU 491 529 855

AGO du 4 mai 2017

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ASSOCIES

Comptes clos le 31 décembre 2016

Messieurs,

Nous vous avons réuni en Assemblée Générale, conformément à la Loi et à vos statuts, à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE - PERSPECTIVES :

1.1 Rappel historique :

Le groupement constitué en 2003 par les sociétés Eiffage et sanef a été désigné en juin 2006 par l'Etat français, titulaire pressenti de la concession pour la conception, le financement, la construction, l'entretien et l'exploitation de l'Autoroute A65 entre Pau et Langon dans le cadre d'une délégation de service public.

Aux fins de porter le contrat, Eiffage et sanef ont créé une filiale commune, la société A'Liénor (la Société), immatriculée au registre du commerce et des sociétés (RCS) de Nanterre en date du 7 août 2006 et détenue à hauteur de 65 % par Eiffage et de 35 % par Sanef. Le siège de la Société a été transféré à Pau en 2007.

Le contrat de concession a été signé le 14 décembre 2006 entre l'Etat français et la Société. La convention de concession et son cahier des charges ont été approuvés par décret en Conseil d'Etat en date du 18 décembre 2006 et publié au Journal Officiel de la République française le 19 décembre 2006.

La déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet a été approuvée par décret en Conseil d'Etat en date du 18 décembre 2006 et publié au Journal Officiel de la République française le 19 décembre 2006.

Aux termes du mandat d'arrangeur chef de file et de souscripteur avec un syndicat bancaire composé de BANCO SANTANDER CENTRAL HISPANO S.A., FORTIS BANK, devenue BNP PARIBAS FORTIS SA, ING BANK NV, NATEXIS BANQUES POPULAIRES et LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE, signé le 30 novembre 2006, une convention de crédit destinée à financer une partie du projet a été signée le 26 janvier 2007. Des avenants aux contrats d'échange de conditions d'intérêts, tenant compte des termes de la convention de crédit, a été signé le 26 janvier 2007 pour une période de 8 ans. Le crédit a été syndiqué sur le marché bancaire en juillet 2007. En octobre 2014, ALIENOR a obtenu une prorogation de 5 ans, jusqu'en janvier 2020, des conditions de la convention de crédit, conformément aux termes de ladite convention.

Le 4 décembre 2014, dans le cadre de la prorogation de la convention de crédit, ALIENOR a contracté par avenants avec la BNP, SANTANDER et ING, des contrats d'échanges de conditions d'intérêts sur de nouvelles conditions de marché auxquels s'est ajouté BAYERN LB en 2016, reprenant une partie des avoirs cédés par SANTANDER.

Les autres principaux contrats relatifs au projet ont été signés le 26 janvier 2007.

Ainsi, aux termes d'un contrat de conception - construction, la Société a confié la conception et la construction de l'autoroute A65 au GIE A 65 Pau-Langon, constitué par les sociétés Eiffage TP et Appia Grands Travaux pour un montant initial HT de 880 556 000 euros.

Par ailleurs, aux termes d'un contrat d'exploitation et d'entretien, les prestations liées à l'exploitation et à l'entretien courant de l'ouvrage autoroutier ont été confiées à la société Sanef.

En décembre 2009, afin de compenser l'impact du Grenelle Environnement sur le projet, la Société a signé avec l'Etat un protocole transactionnel qui prévoit, notamment, le versement d'une indemnité financière de 90 millions d'euros (valeur 1^{er} janvier 2010), une franchise de pénalité jusqu'au 19 juin 2011 et la conclusion d'un avenant au contrat de concession repoussant la mise en service contractuelle au 19 avril 2011 et accordant une extension de 5 ans de la concession à A'Liénor.

Dans le même temps, A'Liénor a conclu avec le GIE A65 un premier avenant au contrat de construction pour solde des réclamations, prévoyant notamment le versement d'une indemnité de compensation de 107 500 000 Euros et le report des dates de mise en service au 31 décembre 2010.

En application du protocole transactionnel signé en décembre 2009, le premier avenant au Contrat de Concession a été signé le 1^{er} septembre 2010 par le premier Ministre après avis du Conseil d'Etat. Il modifie notamment les dates de mise en service et porte la durée de la concession à 60 ans contre 55 initialement.

Un contrat pour la mise en œuvre et le maintien sur la durée de la concession des mesures compensatoires du projet A65, a également été conclu avec CDC Biodiversité.

La déviation d'Aire-sur-Adour, réalisée par l'Etat, a été remise à la Société le 3 juillet 2009, et mise en service.

Les travaux de construction, entamés à l'automne 2008, ont été achevés en décembre 2010. L'autorisation ministérielle de mise en service a été délivrée le 15 décembre 2010 au terme des inspections de conformité conduites par les services de l'Etat.

L'intégralité de la section autoroutière a été mise en service le 16 décembre 2010. La réception de l'ouvrage avec réserves a été prononcée le 18 décembre 2010.

1.2 Activité de la société au cours de l'exercice 2016 :

Au cours de l'exercice 2016, sixième année d'exploitation, le trafic s'est encore amélioré, par une présence accrue des véhicules légers (+4,7 %) et des poids lourds (+9,2 %) ce qui s'est traduit par une progression des recettes de péages de 5,9 % par rapport à l'année précédente (après 8,8 % de progression en 2015).

Le département des Landes a pris, en mars 2015, des arrêtés interdisant la circulation des véhicules de + 7,5 tonnes en transit sur plusieurs axes du réseau départemental. Ces arrêtés ont été contestés par les organisations de transporteurs auprès du Tribunal Administratif de Pau qui a pris la décision, en novembre 2016 de les annuler.

La société a fait l'objet d'une vérification de comptabilité de la part des services fiscaux portant sur la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2014. La proposition de rectification, à l'issue de ce contrôle en mai 2016, portait sur une remise en cause de la nature des immobilisations corporelles renouvelables ou non et de la durée d'amortissement des immobilisations renouvelables. La rectification des éléments comptabilisée sur l'exercice 2016 contribue à améliorer le résultat de l'exercice 2016 de 1,8 M€.

Le constructeur a continué de procéder, au cours de l'exercice, à un certain nombre d'interventions au titre des garanties légales.

1.3 Évènement important survenu depuis la date de clôture de l'exercice :

Le 1^{er} février 2017 les tarifs de l'ensemble des catégories de véhicules ont été réévalués conformément aux dispositions du Contrat de Concession. Ces tarifs ont été approuvés par arrêté du 26 janvier 2017 et publiés au Journal Officiel le 31 janvier.

1.4 Perspectives d'avenir

La période de montée en charge du trafic ne semble pas encore avoir atteint son point haut et la croissance du trafic devrait se poursuivre encore en 2017, générée par le développement des déplacements induits. Toutefois l'annulation des arrêtés de circulation

des + de 7,5 T pourrait induire une baisse du trafic des poids lourds en attendant de nouveaux arrêtés que le département des Landes dit vouloir prendre.

Les opérations de délimitation du domaine public concédé qui ont débuté en 2013 se sont poursuivies et ont été finalisées au cours de l'exercice 2016 auprès des services de l'Etat, et entérinés par trois décisions ministérielles couvrant les trois départements traversés.

Le programme de suivi patrimonial de l'ouvrage est en cours de révision sur la base des inspections conduites depuis la mise en service et des recommandations du concepteur/constructeur. Un SIG (Système d'Information Géographique) est en cours de réalisation pour un meilleur suivi des opérations d'entretien.

Les travaux de mise à niveau des équipements péage sont prévus en 2017, pour mise en conformité avec les nouvelles exigences de sécurisation des émetteurs Carte bleue, Visa et Mastercard.

2. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT :

La Société n'a engagé aucun programme de recherche ni de développement au cours de l'exercice écoulé.

3. FINANCE :

3.1 Tirages et appels de fonds

Les derniers tirages et appels de fonds ont eu lieu au cours du 1^{er} semestre 2011 ;

Le montant total appelé du Crédit à Terme s'élève à 900.075.000 €.

Au cours de l'exercice et compte tenu des éléments de la documentation financière, Après avoir remboursé 20.075.000 € en 2015, ALIENOR a remboursé 21.000.000 € au cours de l'exercice 2016.

L'encours du Crédit à Terme s'établit à 859.000.000 € au 31 décembre 2016.

3.2 Compte sociaux

Le résultat net de l'exercice représente un bénéfice de 8.821.589,79 €.

4. AFFECTATION DU RESULTAT :

Il est proposé d'affecter le bénéfice de l'exercice d'un montant de 8.821.589,79 € au compte de report à nouveau.

Le poste report à nouveau antérieur étant débiteur de - 125.518.350,81 € formerait donc un nouveau report à nouveau débiteur de - 116.696.761,02 €.

Il est précisé qu'aucune distribution de dividendes n'est intervenue au cours des exercices précédents.

5. TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES :

Cf. la page 30 de l'Annexe

6. CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT (ART. 39-4 DU CGI) :

947 € de charges ne sont pas déductibles fiscalement au titre de l'article 39-4 du CGI.

7. ECHEANCES FOURNISSEURS (LOI LME – ARTICLE L.441-6 DU CODE DE COMMERCE)

Nous vous rappelons que le législateur, afin de réduire les délais de paiement qui pénalisent l'économie française, est intervenu dans le cadre de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) pour fixer des délais de paiement maximum dans les relations entre professionnels.

Ainsi, l'article 21.I de la loi LME a introduit, sous l'article L.441-6 du Code de Commerce, un nouvel alinéa 9 qui prévoit que "le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture."

En l'absence d'accord, le délai maximum est de 30 jours à compter de la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation.

L'article 21.III de cette même loi prévoit la possibilité de dépasser temporairement le plafond des délais de paiement visés ci-dessus, par dérogation résultant d'un accord interprofessionnel sectoriel.

Ainsi, par Décret N° 2009-488 du 29 avril 2009 relatif aux délais de paiement dans la filière des produits bois, matériaux et services pour la construction dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les modalités de paiement fixées à 60 jours fin de mois en 2010, se sont réduites à 50 jours fin de mois au 1^{er} janvier 2011.

L'application de l'accord dérogatoire a pris fin au 1^{er} janvier 2012.

L'échéancier de la dette fournisseurs/sous-traitants au 31 décembre 2016 s'établit comme suit :

ECHEANCIER	Solde au 31/12/2016	Solde échus	Échéances janvier 2017	Échéances février 2017	Échéances mars 2017	Échéances au-delà
Fournisseurs	410 589,22	56 557,51	288 367,97	65 663,74	0,00	0,00
Fournisseurs Groupe Eiffage	159 123,79		157 679,75	1 444,04	0,00	0,00
Fournisseurs Groupe Sanef	1 423 137,71		738 843,64	684 294,07	0,00	0,00
Sous-total	1 992 850,72	56 557,51	1 184 891,36	751 401,85	0,00	0,00
En %	100%	3%	59%	38%	0%	0%
Factures non parvenues	4 343 654,11					
Retenues de garantie	0,00					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 336 504,83					

Celui de la dette fournisseurs/sous-traitants au 31/12/2015 s'établissait comme suit :

ECHEANCIER	Solde au 31/12/2015	Solde échus	Échéances janvier 2016	Échéances février 2016	Échéances mars 2016	Échéances au-delà
Fournisseurs	731 725,05	28 939,31	284 582,37	418 203,37	0,00	0,00
Fournisseurs Groupe Eiffage	63 609,08	31 878,13	30 482,63	1 248,32	0,00	0,00
Fournisseurs Groupe Sanef	800 050,35	0,00	800 050,35	0,00	0,00	0,00
Sous-total	1 595 384,48	60 817,44	1 115 115,35	419 451,69	0,00	0,00
En %	100%	4%	70%	26%	0%	0%
Factures non parvenues	5 689 424,97					
Retenues de garantie	0,00					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 284 809,45					

Les dépassements d'échéances s'expliquent par l'existence de litiges, l'attente d'avoirs à recevoir.

8. FILIALES ET PARTICIPATIONS :

La Société n'a procédé à aucune acquisition depuis sa constitution.

9. ACQUISITIONS D'ACTIONS DE LA SOCIETE AU PROFIT DES SALARIES :

La Société n'a procédé à aucun rachat de ses propres actions pour les attribuer à ses salariés. Il n'existe pas de programme d'options de rachat d'actions.

10. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 227-10 DU CODE DE COMMERCE :

Le rapport spécial des commissaires aux comptes présente toutes indications à ce sujet.

11. SITUATION DES MANDATS SOCIAUX :

Le mandat du Président, M. Olivier de Guinaumont, venant à expiration à l'issue de la présente assemblée, nous vous proposons de le renouveler pour une période de 3 ans.

Monsieur Vincent Cuvillier a été nommé, sur proposition de Sanef, le 29 septembre 2016, membre du Comité de Direction en remplacement de Madame Odile Georges-Picot, démissionnaire, pour la durée restante du mandat de cette dernière, soit jusqu'à la décision de la collectivité des Associés relative aux comptes de l'exercice 2017 et tenue en 2018.

Aucun autre mandat ne vient à échéance au cours de cet exercice.

Nous soumettons donc à votre approbation les comptes et l'affectation du résultat de la Société.

En conséquence, nous vous demandons, Madame, Messieurs, de bien vouloir approuver les résolutions telles qu'elles vous sont proposées.

Olivier de GUINAUMONT
LE PRESIDENT

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

A'LIENOR

SAS au capital de 275.632.000 €
Immeuble Europa Premium
4, Rue Johannes Kepler – 64000 Pau
491 529 855 RCS PAU

AGO du 4 mai 2017

TEXTE DES RESOLUTIONS DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES

Comptes clos le 31 décembre 2016

PREMIERE RESOLUTION :

La collectivité des Associés, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Président sur les opérations de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de cet exercice, approuve les comptes annuels de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION :

La collectivité des Associés décide d'affecter le bénéfice de l'exercice d'un montant de 8.821.589,79 €, au compte de report à nouveau.

Le poste report à nouveau antérieur étant débiteur de 125.518.350,81 €, forme donc un nouveau report à nouveau débiteur de 116.696.761,02 €.

Il est précisé qu'aucune distribution de dividendes n'est intervenue au cours des exercices précédents.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION :

La collectivité des Associés, après avoir entendu lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées par les articles L.227-10 et suivants du Code de Commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION :

La collectivité des Associés, constatant que le mandat de Président de M. Olivier de Guinaumont vient à expiration à l'issue de la présente assemblée, renouvelle ledit mandat pour une période de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2020 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

M. Olivier de Guinaumont, ici présent, déclare accepter le renouvellement de son mandat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION :

La collectivité des Associés prend acte de la nomination en date du 29 septembre 2016, sur proposition de Sanef, de Monsieur Vincent Cuvillier, en qualité de membre du Comité de Direction, en remplacement de Madame Odile Georges-Picot, démissionnaire, pour la durée restante du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION :

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales en découlant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.


COPIE CERTIFIÉE CONFORME



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

A'LIENOR

Société par actions simplifiée

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

A'LIENOR

Société par actions simplifiée

Immeuble Europa Premium

4, rue Johannes Kepler - 64000 Pau

Ce rapport contient 34 pages

Référence : BG-172-004



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

A'LIENOR

Société par actions simplifiée

Siège social : Immeuble Europa Premium
4, rue Johannes Kepler - 64000 Pau
Capital social : €275.632.000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société A'LIENOR – S.A.S., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment en ce qui concerne la comptabilisation des immobilisations du domaine concédé.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

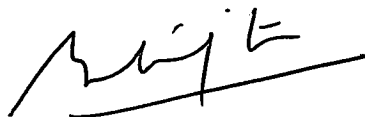
Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris La Défense, le 13 avril 2017

KPMG Audit IS



Baudouin Griton
Associé

A'LIENOR

**4 Rue Johannes Kepler
Immeuble Europa Premium
64000 Pau**

exe aux comptes au 31/12/2016



Comptes annuels

rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2016	31/12/2015
capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
rais d'établissement				
rais de développement				
concessions, brevets et droits similaires	1 457 195	570 089	887 105	982 955
fonds commercial				
autres immobilisations incorporelles				
avances, acomptes sur immo..incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
terrains				
constructions	93 000	28 104	64 896	69 546
installations techniques, matériel, outillage				
autres immobilisations corporelles	1 191 640 436	73 987 006	1 117 653 429	1 129 682 335
immobilisations en cours	352 860		352 860	336 581
avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
participations par mise en équivalence				
autres participations				
créances rattachées à des participations				
autres titres immobilisés				
prêts				
autres immobilisations financières	97 651		97 651	97 650
ACTIF IMMOBILISE	1 193 641 141	74 585 199	1 119 055 942	1 131 169 069
TOCKS ET EN-COURS				
matières premières, approvisionnements				
en-cours de production de biens				
en-cours de production de services				
produits intermédiaires et finis				
marchandises				
avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
créances clients et comptes rattachés	3 760 371		3 760 371	3 481 294
autres créances	2 574 640		2 574 640	2 911 395
capital souscrit et appelé, non versé				
ACTIFS				
valeurs mobilières de placement				
dont actions propres :				
disponibilités	46 676 684		46 676 684	47 384 774
COMPTES DE REGULARISATION				
charges constatées d'avance	1 530 042		1 530 042	1 508 539
ACTIF CIRCULANT	54 541 736		54 541 736	55 286 004
rais d'émission d'emprunts à étaler				
primes de remboursement des obligations				
cartes de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 248 182 878	74 585 199	1.173 597 678	1 186 455 073

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Capital social ou individuel (dont versé : 275 632 000)	275 632 000	275 632 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-125 518 351	-126 844 526
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	8 821 590	1 326 175
Acomptes sur dividendes		
Subventions d'investissement	88 553 908	89 072 170
Provisions réglementées	53 528 672	53 841 949
CAPITAUX PROPRES	301 017 820	293 027 769
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	106 225	35 882
Provisions pour charges		
PROVISIONS	106 225	35 882
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	861 798 892	882 925 615
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	114 110	108 590
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 716 688	3 283 815
Dettes fiscales et sociales	3 387 134	2 227 061
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 619 816	4 000 994
Autres dettes	836 993	845 345
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	872 473 634	893 391 421
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 173 597 678	1 186 455 073

Rubriques	France	Exportation	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	56 198 690		56 198 690	53 589 408
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	56 198 690		56 198 690	53 589 408
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 800 329	100 088
Autres produits			1 413	896
PRODUITS D'EXPLOITATION			58 000 432	53 690 393
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			14 217 392	15 079 653
Impôts, taxes et versements assimilés			4 380 470	4 011 969
Salaires et traitements			131 747	130 726
Charges sociales			69 540	71 253
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			13 765 008	13 229 803
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			343	35 000
Autres charges			53 803	48 310
CHARGES D'EXPLOITATION			32 618 303	32 606 716
RESULTAT D'EXPLOITATION			25 382 128	21 083 676
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			8 555	46 576
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				-41
PRODUITS FINANCIERS			8 555	46 535
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilés			15 601 669	20 158 074
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIÈRES			15 601 669	20 158 074
RESULTAT FINANCIER			-15 593 114	-20 111 539
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			9 789 014	972 137

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	195 929	148 303
Produits exceptionnels sur opérations en capital	518 739	472 956
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	714 668	621 259
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	239 564	225 950
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	70 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	309 564	225 950
RESULTAT EXCEPTIONNEL	405 105	395 309
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 372 529	41 272
TOTAL DES PRODUITS	58 723 655	54 358 188
TOTAL DES CHARGES	49 902 065	53 032 012
BÉNÉFICE OU PERTE	8 821 590	1 326 175

Annexes

La société A'LIENOR a été constituée sous la forme d'une SAS le 1er août 2006, avec un capital de 40.000 euros.

Après plusieurs opérations d'augmentation de capital, son capital social s'établit désormais à 275.632.000 €uros.

Elle a pour objet, en France, la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon - Pau de l'autoroute A65.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

1 - Contrôle Fiscal d'A'LIENOR

Suite à un contrôle fiscal sur les exercices 2010 à 2014, une notification de redressement a été adressée à la société A'LIENOR.

La notification portait sur la nature des biens renouvelables ou non et leur durée d'amortissement pratiquée par A'LIENOR.

La rectification des immobilisations et de leurs amortissements sur la période de 2010 à 2016 a eu pour effet sur l'exercice de créer un profit de 1.800.329,18 € comptabilisé en reprises sur amortissements en produits d'exploitation.

2 - Interdiction de circulation des Poids Lourds

Les arrêtés d'interdictions de circulation des Poids Lourds de + de 7,5 T prises en mars 2015 par le Département des Landes sur ses routes départementales ont été annulés par le Tribunal Administratif de Pau en novembre 2016.

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du Plan Comptable Général adopté par l'Autorité des Normes Comptables dans son Règlement 2014-03 du 5 juin 2014 (publication au JO le 15 octobre 2014).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Immobilisations

Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation pendant la période de création jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charge. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les immobilisations du domaine concédé s'étend à tous les terrains, les ouvrages et les installations nécessaires à la construction, l'exploitation et à l'entretien de l'autoroute A65.

Les immobilisations non renouvelables font l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

Les immobilisations renouvelables sont amorties selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions Réglementées

Le montant indiqué en provisions réglementées correspond à l'apport en nature réalisé par le concédant, l'Etat, relatif à la livraison du tronçon d'autoroute Aire sur Adour Nord à Aire sur Adour Sud.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions ont été constituées, utilisées ou reprises conformément à leur objet et à la législation en vigueur.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective des Sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Créances et Dettes

La ventilation de la dette financière par échéance est basée sur l'estimation de la capacité de remboursement de la société aux dates d'échéance prévues au contrat et est corroborée par les remboursements effectués au cours des exercices précédents.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

primé en €				
Libriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions	
ais d'établissement et de développement				
res postes d'immobilisations incorporelles	1 457 194			1
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 457 194			1
rrains				
	Dont composants			
onstrutions sur sol propre				
onstrutions sur sol d'autrui	93 000			
nst. Install. générales, agenc., aménag.				
stall. techniques, matériel et outillage ind.				
stallations générales, agenc., aménag.	1 191 427 933		148 550	
atériel de transport				
atériel de bureau, informatique, mobilier	63 952			
mballages récupérables et divers				
mbilisations corporelles en cours	336 581		164 829	
ances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 191 921 467		313 379	
rticipations évaluées par mise en équivalence				
tres participations				
tres titres immobilisés				
êts et autres immobilisations financières	97 650			1
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	97 650			1
TOTAL GENERAL	1 193 476 312		313 380	
Libriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
ais d'établissement et de développement				
res postes d'immobilisations incorporelles			1 457 195	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 457 195	
rrains				
onstrutions sur sol propre				
onstrutions sur sol d'autrui			93 000	
onstrutions, installations générales, agenc.				
stallations techn.,matériel et outillages ind.				
stallations générales, agencements divers			1 191 576 483	
atériel de transport				
atériel de bureau, informatique, mobilier			63 952	
mballages récupérables et divers				
mbilisations corporelles en cours	148 550		352 860	
ances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	148 550		1 192 086 296	
rticipations évaluées par mise équivalence				
tres participations				
tres titres immobilisés				
êts et autres immobilisations financières		..	97 651	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			97 651	
TOTAL GENERAL	148 550		1 193 641 141	

opérations	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
des d'établissement et de développement					
des immobilisations incorporelles	474 239		95 850		570 089
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	474 239		95 850		570 089
ains					
structions sur sol propre					
structions sur sol d'autrui	23 453		4 651		28 104
structions installations générales,agenc.,aménag.					
allations techniques, matériel et outillage industriels					
allations générales, agenc. et aménag. divers	61 751 297		13 973 564	1 800 328	73 924 532
ériel de transport					
ériel de bureau et informatique, mobilier	58 252		4 222		62 474
allages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	61 833 004		13 982 437	1 800 328	74 015 110
TOTAL GENERAL	62 307 243		14 078 287	1 800 328	74 585 199

Risques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour Investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Provisions dérogatoires						
Provisions majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges						
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Provisions pour risques et charges	35 882		70 343			106 225
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	35 882		70 343			106 225
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Titres mis en équivalence						
Titres de participation						
Autres immobilis. financières						
Stocks et en cours						
Comptes clients						
Dépréciations						
DEPRECIATIONS						
TOTAL GENERAL	35 882		70 343			106 225

Provisions et reprises d'exploitation	343
Provisions et reprises financières	
Provisions et reprises exceptionnelles	70 000
Provision des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice	

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Autres			
Créances immobilisations financières	97 651		97 651
Créances douteuses ou litigieuses	2 432	2 432	
Créances créances clients	3 757 938	3 757 938	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Securité Sociale et autres organismes sociaux	656	656	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	567 850	567 850	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	570 402	570 402	
Coupe et associés			
Prêteurs divers	1 435 732	1 435 732	
Prêts constatés d'avance	1 530 042	1 530 042	
TOTAL GENERAL	7 962 703	7 865 053	97 651

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Créances emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	861 798 892	21 401 892	62 496 000	777 901 000
Emprunts et dettes financières divers	114 110			114 110
Prurisseurs et comptes rattachés	2 716 688	2 716 688		
Personnel et comptes rattachés	20 159	20 159		
Securité sociale et autres organismes sociaux	35 979	35 979		
Etat : impôt sur les bénéfices	1 323 551	1 323 551		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 970 421	1 970 421		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	37 024	37 024		
Prêts sur immobilisations et comptes rattachés	3 619 816	3 619 816		
Coupe et associés				
Créances dettes	836 993	836 993		
Prêts représentatives de titres empruntés				
Prêts constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	872 473 634	31 962 524	62 496 000	778 015 110

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

libellé	31/12/2016
CHARGES A PAYER	
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	2 798 892,06
DETTE FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	782 061,72
DETTE SUR IMMOBILISATIONS	
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS	3 561 592,39
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	836 947,92
DETTE FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	28 980,05
TOTAL CHARGES A PAYER	8 008 474,14

libellé	31/12/2016
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	1 530 042,41
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 530 042,41

libellé	31/12/2016
TOTAL	4 547 008,20
TOTAL	4 547 008,20
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	3 701 249,54
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	845 758,66
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	4 547 008,20

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	6 890 800			40

Origines	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Total	Total	%
	France	Export	31/12/2016	31/12/2015	
Produits des péages	55 394 723		55 394 723	52 292 477	5,93 %
Autres produits	803 967		803 967	1 296 932	-38,01 %
TOTAL	56 198 690		56 198 690	53 589 409	4,87 %

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
1 ouverture de l'exercice	275 632 000				-126 644 526	1 326 175	142 914 120	293 027 770
on de l'exercice					1 326 175	-1 326 175		
ion de l'exercice								
ation de capital								
on de capital								
ariations						8 821 590	-831 540	7 990 050
1 clôture de l'exercice	275 632 000				-125 518 351	8 821 590	142 082 581	301 017 820

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

Charges sur sinistres	239 564	
Provision sur contentieux Patrimoine	70 000	

TOTAL	309 564
-------	---------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

Indemnités d'assurances perçues sur sinistres	195 929	
Autres produits exceptionnels	477	
Quote part de reprise de la subvention d'investissement	518 263	

TOTAL	714 668
-------	---------

Engagements financiers et autres informations

tes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
ultat courant	9 789 014	-1 301 591	8 487 423
ultat exceptionnel	405 105	-70 938	334 167
icipation des salariés			
RESULTAT COMPTABLE	10 194 119	-1 372 529	8 821 590

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	10 175	
Avals et cautions	1 048 255	
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
	dont Loyers	
	Autres	

	Effectifs
Cadres	2
Agent de maîtrise, technicien	2
Ouvriers	
Total	4

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE SA - 3 à 7 place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay	SA	392 329 060	65,00 %

AUTRES INFORMATIONS**CICE**

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est présenté en déduction de la charge d'impôt.

L'utilisation du CICE a été effectuée en conformité avec les textes qui le régissent et a pu concerner les investissements, les dépenses de recherche, ainsi que les dépenses liées au développement durable et à la prospection pour de nouveaux marchés et également la reconstitution de la trésorerie.

Continuité d'exploitation

La continuité de l'exploitation est assurée par le maintien du soutien financier de la société mère.

Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

Dépréciation des fonds de commerce

Le test de dépréciation effectué du fonds de commerce n'a pas engendré la nécessité de comptabiliser une dépréciation.

Instruments dérivés et gestion du risque

Informations sur les produits dérivés : Juste valeur

Le financement du projet a été réalisé auprès de contreparties financières.

La société, par ailleurs, a contracté des contrats de swaps afin de couvrir son exposition au risque de variation des taux d'intérêts de ses emprunts.

Ainsi, la société échange des taux variable en taux fixe auprès de ces mêmes contreparties bancaires.

L'objectif poursuivi est de fixer les frais financiers liés au projet.

La juste valeur correspond à la valeur de vente du contrat au 31 décembre 2016. Cette juste valeur est communiquée par la contrepartie bancaire.

Le montant notionnel de ces contrats a été déterminé en conformité avec le plan de financement accordé par le pool bancaire.

Au 31 décembre 2016, les principales caractéristiques des contrats de swap sont les suivantes:

N° de tranche	Notionnel	Juste valeur	Maturité
ING	135 011 250 €	3 844 697 €	26/01/2020
BNP	270 022 500 €	7 783 055 €	26/01/2020
SANTANDER	237 619 800 €	6 812 550 €	26/01/2020
BLB	32 402 700 €	918 132 €	26/01/2020
Total	675 056 250 €	19 358 434 €	

Transactions entre les parties liées

Les transactions entre les parties liées sont soit non significatives, soit conclues à des conditions normales de marché.

Commissaire aux Comptes : honoraires

La société a pris en charge, au titre de l'exercice comptable, un montant de 18.000 euros hors taxes correspondant à des honoraires de commissariat aux comptes de KPMG

Date d'arrête	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014		
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	0	0

CAPITAL EN FIN D'EXERCICE

Capital social	275 632 000	275 632 000	214 000 000	214 000 000	214 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	6 890 800	6 890 800	5 350 000	5 350 000	5 350 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					

OPERATIONS ET RESULTATS

Chiffre d'affaires hors taxes	56 198 690	53 589 408	48 936 283	42 706 615	38 256 192
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	22 229 140	14 532 163	-13 132 798	-18 250 829	-23 457 899
Impôts sur les bénéfices	1 372 529	41 272	-13 079		
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	12 035 022	13 164 716	12 744 489	12 377 103	11 652 054
Résultat net	8 821 590	1 326 175	-25 864 208	-30 627 932	-35 109 943
Résultat distribué					

RESULTAT PAR ACTION

Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	3,03	2,1	-2,45	-3,41	-4,38
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	1,28	0,19	-4,83	-5,72	-6,56
Dividende attribué	0	0	0	0	0

PERSONNEL

Effectif moyen des salariés	4	5	6	6	6
Masse salariale	131 747	130 726	158 594	254 027	238 010
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	69 540	71 253	100 249	91 730	130 083